

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Bernard TRAVIER.

Continuité du service public - Modalités d'exercice du droit de grève à la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La grève a été définie par les jurisprudences constitutionnelles, administratives, et sociales comme la cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles.

Le droit de grève a été reconnu à l'alinéa 7 du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, qui dispose que « *le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent* », auquel se réfère le Préambule de la Constitution du 4 octobre 1958. Il a été érigé par le Conseil constitutionnel en principe à valeur constitutionnelle dans une décision du 25 juillet 1979.

Concernant la Fonction Publique, l'article 10 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires précise que « *Les fonctionnaires exercent le droit de grève dans le cadre des lois qui le réglementent* ». A ce titre, ils sont notamment soumis aux dispositions des articles L2512-1 et suivants du Code du Travail, de même que les contractuels de droit public.

L'article 56 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a complété la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale par un article l'article 7-2. Ce dernier prévoit qu'il est nécessaire que l'interruption de certains services publics, en cas de grève des agents participant directement à leur exécution, ne contrevienne pas au respect de l'ordre public, notamment à la salubrité publique ou aux besoins essentiels des usagers.

Les services publics concernés sont les suivants :

1. Restauration collective et scolaire ;
2. Accueil périscolaire ;
3. Accueil des enfants de moins de trois ans ;
4. Collecte et de traitement des déchets des ménages ;
5. Transport public de personnes ;
6. Aide aux personnes âgées et handicapées.

Une négociation a été engagée avec les organisations syndicales afin de définir et de partager les conditions permettant d'assurer la continuité de service public pour les missions relevant de l'accueil périscolaire, de l'accueil des enfants de moins de trois ans et de restauration collective et scolaire.

Des réunions d'échange et de négociation ont été organisées avec les organisations syndicales de la Ville de Montpellier :

- 3 réunions globales sur le dispositif
- 7 réunions de travail spécifiques avec les 3 directions concernées

L'ensemble de ces dispositions, déclinées dans un projet de protocole d'accord ont été proposées ensuite aux organisations syndicales aux comités techniques du 28 janvier 2021 et du 05 février 2021.

Des modalités organisationnelles et de fonctionnement ont été élaborées par les services concernés et discutées avec les partenaires sociaux. Ces dispositions, précisées dans un protocole de mise en œuvre, ont vocation à garantir la continuité du service public, en conformité avec les dispositions de l'article 56 de la n° 2019-828 du 6 août 2019, et précisent notamment :

- Les fonctions et le nombre d'agents indispensables pour assurer ces prestations minimales ;
- Les conditions dans lesquelles, en cas de perturbation prévisible de ces services, l'organisation du travail est adaptée et les agents présents au sein du service sont affectés.

Enfin, la mise en œuvre d'une continuité de service implique pour les services concernés des modifications suivantes dans l'exercice même du droit de grève :

- Si l'exercice du droit de grève en cours de service peut entraîner un risque de désordre manifeste dans l'exécution du service, l'autorité territoriale peut imposer aux agents déclarés grévistes d'exercer leur droit dès leur prise de service et jusqu'à son terme ;
- Un délai de prévenance individuel de 48 h est instauré. Ainsi, lorsqu'un préavis de grève a été déposé, les agents des services doivent informer individuellement, au plus tard 48 heures avant l'autorité territoriale de leur intention de participer à la grève. Ce délai de 48 heures doit comprendre au moins un jour ouvré. Cette information ne peut être utilisée que pour l'organisation du service durant la grève et est couverte par le secret professionnel ;
- Les agents qui ont indiqué leur intention de participer à la grève et qui renoncent à y prendre part doivent en informer l'autorité territoriale au plus tard 24 heures avant l'heure prévue de leur participation. Les grévistes qui décident de reprendre leur service devront également informer l'autorité territoriale 24 heures avant l'heure de leur reprise. Cette obligation n'est pas requise lorsque la grève n'a pas eu lieu ou lorsque la reprise de service est consécutive à la fin de la grève ;
- La méconnaissance des obligations susvisées peut entraîner une sanction disciplinaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les dispositions déclinées dans le protocole et notamment les dispositions relatives à l'encadrement du droit de grève au sein de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A la suite de l'examen de cette affaire, il est demandé de procéder à un vote par appel nominal.

Monsieur le Maire met au vote cette proposition de vote par appel nominal.

Pour : 64 voix

A l'issue d'un vote électronique, la procédure de vote par appel nominal est adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote par appel nominal, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 16 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 février 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe protocole Ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-150749-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 12/02/21
Réception en Préfecture : 12/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.